

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET 2018 - RAPPORT A MI-PARCOURS

RAPPORT A MI-PARCOURS SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2018

(FIN JUIN 2018)

Le présent rapport à mi-parcours sur l'exécution du budget 2018 vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2018 à travers l'évaluation de l'évolution des hypothèses macroéconomiques, l'analyse de la mobilisation des ressources et de la réalisation des dépenses.

1^{ère} PARTIE : EVALUATION AU PREMIER SEMESTRE 2018 DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

I.1. AU PLAN INTERNATIONAL

Au cours du premier semestre de l'année 2018, l'économie au plan mondial a été marquée par une accentuation des tensions commerciales entre les Etats Unis d'Amérique et ses partenaires commerciaux (Chine, Union Européenne, Canada, Turquie).

Elle enregistre également une bonne évolution des cours du cacao (+16,7%), du pétrole brut (+33,8%), du coton (+8,0%) et de l'or (+6,4%) ainsi que par la consolidation de l'euro face au dollar américain (+12,0%), au yuan renminbi (+3,8%) et à la livre sterling (+2,3%), comparé à la même période de 2017. Les cours du café (-13,9%), de l'huile de palme (-7,2%) et du caoutchouc (-30,0%) quant à eux connaissent une baisse.

Ainsi, la croissance du PIB mondial devrait s'établir à 3,9 % en 2018 comme prévu en début d'année, en hausse par rapport à l'année précédente où elle s'est établie à 3,8%.

Cette croissance serait particulièrement soutenue par l'affermissement de l'activité aux Etats-Unis et dans certaines économies émergentes et en développement.

I.2. AU PLAN NATIONAL

Le premier semestre enregistre une bonne progression de l'activité économique qui bénéficie de l'accélération des grands chantiers publics, d'un climat des affaires propice et de la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles. Il convient d'indiquer à cet effet que l'indice de sécurité nationale est également en nette amélioration à fin juin 2018 (1,3) par rapport à l'année 2017 (1,5).

Au cours du semestre, il a été enregistré une augmentation respectivement de 18,4% et 76,2% des entreprises créées (7 423) et du volume des investissements privés agréés (351,5), comparativement à la même période en 2017.

Par ailleurs, dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020, le Gouvernement s'attèle à consolider les conditions pour l'amélioration du taux de transformation locale du cacao et de la noix de cajou, avec notamment la mise en place du programme d'appui au développement des filières agricoles (PADFA). En outre, les travaux d'aménagement de nouvelles zones industrielles se poursuivent avec l'aménagement d'une superficie de 62 ha sur un total de 940 ha à la zone industrielle de PK24 avec 95 lots attribués dans la ville d'Abidjan.

Evolution du secteur primaire

Au niveau du secteur primaire, les productions des principaux produits d'exportation connaissent une évolution mitigée. En effet, les productions d'anacarde, de banane, d'ananas et de cacao baissent respectivement de (-1,1%), (-3,5%), (-10,1%) et (-5,1%) tandis que celles de sucre (+4,8%), de coton graine (+27,7%) et de café (+286,4%) augmentent. Cette situation est liée à plusieurs facteurs tels que la pluviométrie abondante à bonne saison pour les productions ayant connu une hausse et la chute des cours internationaux ainsi que le repos végétatif des vergers pour les autres produits.

S'agissant de l'agriculture vivrière, elle resterait bien orientée, au regard de la baisse des prix des produits frais, notamment les tubercules et plantain (-7,2%), les légumes frais (-8,5%) et les fruits (-8,7%).

Evolution du secteur secondaire

Quant au secteur secondaire, il connaît une embellie provenant à la fois des BTP et de l'activité industrielle. En effet, l'indice de la production industrielle augmente de 4,1%, grâce au dynamisme des industries manufacturières (+7,2%) et de la croissance modérée de la branche « Electricité gaz et eau » (+0,8%) du fait du ralentissement de la demande de basse tension et à l'exportation.

Evolution du secteur tertiaire

Concernant le secteur tertiaire, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détails (ICA) et le transport s'affichent en hausse. En effet, l'ICA progresse de 8,6% en termes nominaux et de 8,1% en termes réels. Le transport aérien enregistre une hausse de 3,9% du nombre de passagers commerciaux. De même, le transport routier devrait évoluer favorablement, au regard de la progression de la consommation des carburants super et gasoil (+13,1%). Dans le maritime et le ferroviaire, le trafic de marchandises est également en hausse de 4,1% et 19,5%, respectivement.

Evolution d'autres principaux agrégats économiques

En outre, **Inflation** est contenue grâce à l'effet conjugué de l'accroissement des prix des produits non alimentaires (+0,5%) et du fléchissement de ceux des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-1,4%). Ainsi, en moyenne annuelle, l'inflation se situe à 0,5%, largement en deçà du maximum de 3,0% de la norme de l'UEMOA.

Le marché de l'**emploi** dans le secteur moderne se comporte favorablement. Le nombre de salariés s'accroît de 7,6%, correspondant à une création nette de 70 529 emplois sur une année. Avec 58 546 emplois créés, le secteur privé se présente comme le principal pourvoyeur d'emplois avec une contribution de 83,0%.

Les **échanges extérieurs** de biens en commerce spécial et hors biens exceptionnels enregistrent un excédent commercial de 709,1 milliards, en baisse de 55,1% comparé à l'excédent enregistré à fin juin 2017. Cette réduction de l'excédent résulte d'un repli des exportations (-13,1% en valeur) et d'une hausse des importations en valeur (+12,8%).

La masse monétaire s'accroît également de 10,9% et se situe à 9 023,1 milliards. Cette évolution résulte de la hausse des actifs extérieurs nets (+0,5% ; +11,7 milliards), des créances nettes sur l'Administration Centrale (+27,8% ; +345,5 milliards) et des créances nettes sur l'économie (+13,1% ; +741,9 milliards).

Au regard de la bonne tenue des activités du secteur réel et de l'évolution favorable de l'environnement international, la croissance du PIB national devrait s'établir à 7,8% comme projeté en début d'année.

2^{ème} PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2018

II.1. MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées au premier semestre 2018 se sont établies à **3.409,3 milliards de FCFA** pour une prévision de 3.461,1 milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation de 98,5%. Elles comprennent 3.347,7 milliards de FCFA de ressources budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales, mobilisations sur les marchés monétaire et financier et ressources extérieures) et 61,5 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **1.697,8 milliards de FCFA** et enregistrent un écart positif de 11,4 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 1.686,4 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 100,7%. Ce niveau de réalisation est lié principalement aux performances enregistrées dans la collecte des impôts et taxes ci-après :

- **les revenus du pétrole**, initialement programmés pour le dernier trimestre de l'année, ont été encaissés plus tôt que prévu pour un montant de 26,9 milliards de FCFA ;
- **les revenus du gaz** se sont situés à 34,4 milliards de FCFA contre une prévision de 30,6 milliards de FCFA soit un écart positif de 3,7 milliards de FCFA ;
- **l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers** a été recouvré à hauteur de 41,4 milliards de FCFA, enregistrant un écart positif de 19,3 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 22,1 milliards de FCFA, en liaison essentiellement avec le paiement plus tôt que prévu par certaines entreprises des dividendes initialement attendus en octobre 2018 ;
- **les taxes à l'exportation (DUS)** ont enregistré un écart positif de 8,3 milliards de FCFA par rapport aux prévisions, avec un niveau de recouvrement de 215,2 milliards de FCFA contre une prévision de 207 milliards de FCFA. Cette performance résulte de volumes plus importants que prévus de cacao exporté (1.112.252 tonnes en réalisation contre une prévision de 1.046.806 tonnes) et de noix de cajou à l'exportation (479.814 tonnes en réalisation contre 425.227 tonnes prévus).

L'effet des résultats positifs susmentionnés a été toutefois atténué par des recouvrements moindres enregistrés principalement au niveau de certains impôts et taxes. En effet :

- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** ont affiché un écart négatif de 28 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 191,3 milliards de FCFA, en s'établissant à 163,2 milliards de FCFA en lien avec une évolution moins favorable des niveaux de taxation du gasoil (166,8 FCFA/litre en moyenne contre une projection de 171,2 FCFA/litres) et du carburant super (149,1 FCFA/litre en réalisation contre un niveau attendu de 149,8 FCFA/litre). Cette contreperformance s'explique également par des niveaux de réalisation moins élevés que prévus des volumes mis à la consommation du gasoil (527,3 millions de litres en réalisation contre un objectif de 586,2 millions de litres) et du carburant super (463,4 millions de litres en réalisation contre un objectif de 545,1 millions de litres) ;
- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** ont été recouvrées à hauteur de 397,9 milliards de FCFA, en recul de 9,2 milliards par rapport à l'objectif de 407,1 milliards de FCFA, en raison d'un volume de marchandises générales en droit commun inférieur aux prévisions (4.998.584 tonnes en réalisation contre 5.841.977 tonnes attendus) ;
- **les droits d'enregistrement et de timbres** ont été encaissés à hauteur de 37,4 milliards de FCFA pour un objectif de 41,5 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 4,1 milliards qui s'explique principalement par la contreperformance enregistrée dans la perception des droits d'enregistrement sur l'anacarde ;

- **les patentes et licences** collectées à hauteur de 15,7 milliards de FCFA, ont enregistré un écart négatif de 3,6 milliards de FCFA par rapport à la prévision de 19,3 milliards de FCFA.

Les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de **72 milliards de FCFA** pour une prévision de 26,6 milliards de FCFA. L'écart positif de 45,4 milliards de FCFA qui se dégage, s'explique principalement par un encaissement de 38 milliards de FCFA au titre des licences de télécommunications initialement attendus au quatrième trimestre, et la perception de 5,6 milliards de FCFA de bonus de signature non initialement prévus.

Les interventions de l'Etat sur les marchés monétaire et financier ont permis de lever un montant de **1.202,2 milliards de FCFA** contre 1.296,9 milliards de FCFA prévus. Ce niveau de réalisation intègre 87,1 milliards de FCFA de bons du Trésor et 1.115,1 milliards de FCFA au titre des Eurobonds.

Concernant les ressources extérieures, elles ont été mobilisées à hauteur de **375,7 milliards de FCFA** contre une prévision de 394,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 95,3%. Ces ressources sont relatives aux tirages sur emprunts-projets avec un niveau de mobilisation de 110,1%, aux tirages sur dons-projets, un taux de réalisation de 57,8% et aux appuis budgétaires mobilisés à hauteur de 97,1% du montant prévu de 76 milliards de FCFA.

Enfin, les ressources de trésorerie ont porté sur un montant de **61,5 milliards de FCFA** et ont concerné les recettes affectées au remboursement de crédits de TVA pour 44,4 milliards de FCFA et les recettes de TVA affectées au secteur de l'électricité à hauteur de 17,1 milliards de FCFA.

II.2. EXECUTION DES DEPENSES

Le niveau des dépenses exécutées à fin juin 2018 s'est établi à **2.884,3 milliards de FCFA** pour une prévision de 2.920,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 98,8%. Ces dépenses se déclinent suivant les opérations ci-après :

Le paiement du service de la dette publique s'est situé à **794,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 825,8 milliards de FCFA. Il se répartit entre la dette intérieure pour 492,3 milliards de FCFA et la dette extérieure à hauteur de 302 milliards de FCFA. L'écart négatif de 31,4 milliards de FCFA s'explique essentiellement, d'une part, par la non réalisation de certaines émissions de titres publics initialement prévus au calendrier d'émission en ce qui concerne la dette intérieure et, d'autre part, par un taux de change moyen du dollar inférieur aux prévisions (545 FCFA pour 1 dollar US en réalisation contre 619 FCFA pour 1 dollar US en prévision) en ce qui concerne la dette extérieure.

Les dépenses de personnel ont enregistré un niveau d'exécution de **839,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 811,9 milliards de FCFA, en rapport principalement avec les paiements effectués au titre des départs volontaires des militaires à la retraite.

Les dépenses d'abonnement se sont établies à **34,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 39,3 milliards de FCFA. Ces dépenses sont relatives aux règlements des consommations d'électricité (27,7 milliards de FCFA), de téléphone (3,3 milliards de FCFA) et d'eau (3,4 milliards de FCFA). A ce titre, toutes les factures validées ont été payées conformément à l'engagement pris par le Gouvernement sur cette nature de dépense.

Les subventions et transferts ont été exécutés à hauteur de **176,9 milliards de FCFA** contre 170,4 milliards de FCFA initialement prévus, soit un écart positif de 6,5 milliards de FCFA résultant principalement d'un niveau de subvention au secteur électricité de 6,7 milliards de FCFA non initialement prévue.

L'exécution des **autres dépenses de fonctionnement** est restée contenue dans les dotations budgétaires prévues à 241,2 milliards de FCFA, avec un niveau de réalisation de 239,7 milliards de FCFA.

Les dépenses de sécurité et d'élections se sont élevées à **18,3 milliards de FCFA**. Elles ont porté principalement sur les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité et celles relatives aux élections.

En ce qui concerne **les dépenses d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élection), elles ont été exécutées à hauteur de **722,2 milliards de FCFA** contre un objectif de 762,9 milliards de FCFA au premier semestre. Ces dépenses qui enregistrent un taux d'exécution de 94,7% ont été financées à 58,2% sur les ressources intérieures et 41,8% sur les ressources extérieures.

Par rapport aux dotations annuelles, le taux de consommation des crédits d'investissement s'est globalement établi à 36% au premier semestre 2018 contre 33,3% à la même période en 2017, avec 16 ministères et institutions présentant des taux d'exécution inférieurs à 25% et 22 ayant réalisé des taux supérieurs à 25%.

Enfin, les dépenses de trésorerie se sont chiffrées à **58,7 milliards de FCFA** et incluent 44,4 milliards de FCFA au titre des remboursements de crédits de TVA et 14,3 milliards de FCFA pour le reversement de la part des recettes de TVA affectée au secteur de l'électricité.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **1.122 milliards de FCFA**, en dépassement de 111,9 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 1.010,1 milliards de FCFA à fin juin 2018.

CONCLUSION

L'exécution du budget au terme du premier semestre 2018 est caractérisée par une mobilisation des ressources en ligne avec l'objectif. Quant aux dépenses, elles ont affiché un niveau d'exécution globalement contenu dans les prévisions.

Ces évolutions devraient se traduire par un respect des principaux objectifs budgétaires à fin juin 2018 du programme économique et financier, notamment le solde budgétaire et le niveau de recouvrement des recettes fiscales.

Les efforts de mobilisation des ressources et d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement se poursuivront au deuxième semestre 2018, en vue de garantir la bonne exécution du programme économique et financier ainsi que l'atteinte des objectifs d'investissement.

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin juin 2018)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin juin		LIBELLE	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Fin juin	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	6 118,1	3 404,1	3 347,7	DEPENSES BUDGETAIRES	6 118,1	2 863,4	2 825,6
Ressources intérieures	4 832,9	3 009,8	2 972,0	Dettes publiques	1 547,3	825,8	794,4
Recettes fiscales	3 406,0	1 686,4	1 697,8	Dettes intérieures	919,0	504,7	492,3
DGI	1 891,5	876,6	915,3	<i>Principal</i>	663,9	391,9	383,4
<i>dont FER</i>		11,0	11,8	<i>Intérêts</i>	255,1	112,9	108,9
TRESOR	9,4	4,4	6,1	Dettes extérieures	628,3	321,0	302,0
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	1 505,1	805,4	776,4	<i>Principal</i>	387,9	185,6	182,1
<i>dont FER</i>		53,6	47,3	<i>Intérêts</i>	240,4	135,4	119,9
Recettes non fiscales	116,2	26,6	72,0	Dépenses ordinaires	2 722,1	1 262,8	1 290,7
Privatisation et vente d'actifs	2,8	0,0	0,0	Personnel	1 635,4	811,9	839,7
Transfert des entreprises	0,7	0,0	0,2	Abonnement	97,9	39,3	34,4
Revenus du domaine DGI	23,6	13,3	12,6	Subventions et transferts	386,7	170,4	176,9
Licences de télécommunication	57,0	0,0	38,3	<i>dont subvention au secteur électricité</i>	0,0	0,0	6,7
Intégration ressources additionnelles C2D		0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	602,2	241,2	239,7
Fonds d'investissement en milieu rural		3,3	4,5	<i>dépenses sociales ciblées</i>	15,0	1,4	0,0
Autres recettes non fiscales	32,1	9,9	16,4	<i>Charges de fonctionnement des services</i>	587,2	232,9	232,9
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 310,7	1 296,9	1 202,2	Dépenses de sécurité et d'élections	20,8	11,9	18,3
Emprunts obligataires		86,8	0,0	Financement intérieur	20,8	11,9	18,3
Bons et obligations du Trésor		95,0	87,1	<i>dont investissement</i>	5,0		
Eurobonds		1 115,1	1 115,1	Financement extérieur	0,0	0,0	0,0
Autres emprunts							
Ressources extérieures	1 285,2	394,3	375,7	Dépenses d'investissement	1 828,0	762,9	722,2
Appuis budgétaires	369,1	76,0	73,8	Financement intérieur	911,9	444,7	420,3
<i>FMI</i>	162,0	76,0	0,0	<i>Investissement FIMR</i>	0,0	3,3	4,5
<i>Banque Mondiale</i>	30,0	0,0	0,0	<i>Construction barrage de Soubré</i>	0,0	0,0	0,0
<i>AFD (C2D)</i>	147,6	0,0	73,8	<i>Projets C2D</i>	156,1	62,5	37,0
<i>BAD</i>		0,0	0,0	<i>Couverture Maladie Universelle (CMU)</i>	10,5	0,0	5,1
<i>UE</i>	21,0	0,0	0,0				
<i>Gouvernement Espagnol (C2D)</i>	8,5	0,0	0,0				
Financement extérieur	916,1	318,3	301,9	Financement extérieur	916,1	318,3	301,9
Dons-programmes (PAPC)		0,0	0,0	<i>Dons-projets</i>	160,3	92,7	53,5
Dons-projets	755,8	92,7	53,5	<i>Emprunts-projets</i>	755,8	225,6	248,4
Emprunts-projets	160,3	225,6	248,4				
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		57,0	61,5	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)		57,0	58,7
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA		44,4	44,4	Remboursement de crédits de TVA		44,4	44,4
TVA secteur électricité		12,6	17,1	Reversement TVA au secteur électricité		12,6	14,3
TOTAL GENERAL	6 118,1	3 461,1	3 409,3	TOTAL GENERAL	6 118,1	2 920,4	2 884,3

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2018)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN JUIN		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obi)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	1 686,4	1 697,8	11,4
DGI	876,6	915,3	38,7
Impôts directs	512,7	551,7	39,0
BIC pétrole et gaz	21,5	42,9	21,5
- BIC pétrole	0,0	18,9	18,9
- BIC gaz	21,5	24,1	2,6
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	491,3	508,7	17,5
- BIC hors pétrole	213,1	211,3	-1,8
- Impôt synthétique et AIRSI	10,4	10,4	0,0
Impôts sur revenus et salaires	245,6	245,4	-0,2
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,2	0,2
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	22,1	41,4	19,3
Impôts indirects	363,9	363,7	-0,3
TVA (hors part secteur électricité)	195,1	194,3	-0,9
TOB	34,6	33,2	-1,4
Taxes sur boissons et tabacs	20,5	22,1	1,7
Droits d'enregistrement et de timbre	41,5	37,4	-4,1
<i>dont enregistrement café cacao</i>	0,0	0,4	0,4
<i>Vignette auto part FER</i>		0,0	0,0
Patentes et Licences	19,3	15,7	-3,6
<i>dont Patente commerce part FER</i>		0,0	0,0
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	8,1	8,1
Taxe d'exploitation du gaz	9,2	10,3	1,1
Taxes sur les télécommunications	23,2	24,4	1,2
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	11,7	10,3	-1,4
Taxe sur le caoutchouc	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les transferts d'argent	0,0	0,0	0,0
Taxe sur les gains des jeux du hasard	0,0	0,0	0,0
Taxe ad valorem	7,8	7,0	-0,8
Accises et autres taxes indirectes	1,1	0,8	-0,3
<i>Taxe pr le dev touristique</i>	0,4	0,3	-0,1
<i>Taxe/sachet et mat plast</i>	0,0	0,0	0,0
TRESOR	4,4	6,1	1,7
Impôts directs	3,8	5,4	1,6
Impôts sur revenus et salaires	3,8	5,4	1,6
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,6	0,7	0,1
Timbres et vignettes	0,6	0,7	0,1
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
DGD (hors PCC, PCS et SGS)	805,4	776,4	-28,9
Droits et taxes à l'importation	598,4	561,2	-37,2
Taxes sur produits pétroliers	191,3	163,2	-28,0
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	407,1	397,9	-9,2
Taxes à l'exportation	207,0	215,2	8,3

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des ministères et institutions (hors dépenses de sécurité et d'élection)					
Ministères/Institutions	En FCFA				
	Dotation 2018 (Budget)	Dotation 2018 (Budget ajusté)	Exécution fin juin 2018	Taux d'exécution	
				base budget	base budget
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	350 000 000	350 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	20 468 916	20 468 916	0	0,0%	0,0%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	12 564 442 218	12 564 442 218	539 876 608	4,3%	4,3%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	45 913 091 642	45 913 091 642	3 907 126 643	8,5%	8,5%
Ministère des Eaux et Forêts	4 351 987 051	4 351 987 051	498 641 214	11,5%	11,5%
Ministère de la santé et de l'Hygiène publique	119 373 994 691	119 373 994 691	15 117 960 632	12,7%	12,7%
Ministère des Affaires Etrangères	4 378 815 167	4 378 815 167	642 723 987	14,7%	14,7%
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	29 801 375 187	29 801 375 187	4 393 960 935	14,7%	14,7%
Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité	1 463 508 621	1 463 508 621	224 497 845	15,3%	15,3%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	83 380 813 458	51 742 527 912	13 200 997 476	15,8%	25,5%
Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable	11 949 846 470	11 949 846 470	1 919 029 715	16,1%	16,1%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique	19 287 494 682	19 287 494 682	3 139 461 108	16,3%	16,3%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	36 592 474 537	36 592 474 537	6 880 447 912	18,8%	18,8%
Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	22 023 130 167	22 023 130 167	4 406 916 388	20,0%	20,0%
Ministère des Transports	89 125 007 440	89 125 007 440	20 537 193 989	23,0%	23,0%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 171 129 752	1 171 129 752	276 906 744	23,6%	23,6%
Ministère des Sports et des Loisirs	48 632 966 617	48 632 966 617	12 601 471 702	25,9%	25,9%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	76 468 995 371	76 468 995 371	21 103 245 897	27,6%	27,6%
Primature	56 179 318 985	56 179 318 985	16 921 363 356	30,1%	30,1%
Ministère du Plan et du Développement	8 743 518 500	8 743 518 500	2 933 199 395	33,5%	33,5%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	51 580 000 000	51 580 000 000	17 420 006 614	33,8%	33,8%
Assemblée Nationale	690 641 166	690 641 166	234 817 996	34,0%	34,0%
Médiateur de la République	141 327 612	141 327 612	48 051 388	34,0%	34,0%
Cour Suprême	370 574 000	370 574 000	125 995 160	34,0%	34,0%
Parquet Général	19 178 976	19 178 976	6 520 852	34,0%	34,0%
Ministère des Infrastructures Economiques	737 478 489 054	737 478 489 054	257 614 693 458	34,9%	34,9%
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	2 672 364 188	2 672 364 188	1 090 437 912	40,8%	40,8%
Ministère de la Fonction Publique	669 900 166	669 900 166	287 935 000	43,0%	43,0%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	18 592 764 750	18 592 764 750	8 027 004 941	43,2%	43,2%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	214 471 090 917	214 471 090 917	104 846 954 666	48,9%	48,9%
Ministère du Tourisme	649 840 171	649 840 171	319 093 718	49,1%	49,1%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	21 817 695 888	21 817 695 888	15 685 211 423	71,9%	71,9%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	53 843 578 529	53 843 578 529	41 572 417 312	77,2%	77,2%
Ministère de l'Industrie et des Mines	5 980 976 817	5 980 976 817	4 650 182 175	77,7%	77,7%
Ministère de l'Economie et des Finances	35 663 237 303	35 663 237 303	30 998 411 569	86,9%	86,9%
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste	2 727 623 962	2 727 623 962	2 552 930 191	93,6%	93,6%
Présidence de la République	46 183 306 648	46 183 306 648	43 816 313 684	94,9%	94,9%
Commission Electorale Indépendante	103 596 175	103 596 175	103 596 175	100,0%	100,0%
Total hors CS	1 865 428 565 794	1 833 790 280 248	658 645 595 780	35,3%	35,9%
Comptes Spéciaux	140 542 357 120	140 542 357 120	63 584 698 280	45,2%	45,2%
TOTAL GENERAL yc Comptes Spéciaux	2 005 970 922 914	1 974 332 637 368	722 230 294 060	36,0%	36,6%

En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN JUIN 2018

DOMAINES	(En FCFA)			
	2017	2018		
	Exécution fin 2017	Objectif Annuel	Objectif fin juin	Exécution FIN JUIN
01 Agriculture et développement rural	84 307 351 351	105 900 499 531	28 997 047 281	54 956 149 846
01.0 Administration générale	45 001 020 545	55 741 020 131	13 487 937 619	28 757 170 162
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	5 933 956 789	16 179 798 076	3 527 455 835	3 639 825 739
01.2 Formation et encadrement	15 101 811 081	13 187 530 031	5 670 523 890	11 630 746 018
01.3 Aménagement hydro-agricole	4 682 375 603	7 418 834 516	2 967 800 743	6 415 709 647
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 588 187 333	13 373 316 777	3 343 329 194	4 512 698 280
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	10 199 695 067	15 670 202 564	7 477 193 648	3 719 548 977
02.0 Administration générale / formation et encadrement	6 040 524 571	7 861 800 710	3 651 661 587	2 978 582 323
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 232 660 876	1 031 744 285	430 684 149	514 998 973
02.2 Pêche et aquaculture	1 926 509 620	6 776 657 569	3 394 847 912	225 967 681
03 Education	1 085 463 651 843	1 263 144 413 706	593 654 079 344	545 819 726 908
03.0 Administration générale	34 957 945 511	32 878 401 174	15 186 510 006	18 002 136 342
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	480 186 043 391	540 142 640 487	265 820 033 571	257 051 562 349
03.2 Alphabétisation	452 116 549	462 225 911	183 926 729	43 600
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	357 334 402 413	463 358 631 159	208 301 206 184	181 999 486 254
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	212 533 143 979	226 302 514 975	104 162 402 854	88 766 498 363
04 Santé	338 948 310 186	356 062 170 118	162 621 747 016	124 362 173 145
04.00 Administration générale santé	165 008 814 496	175 496 596 082	78 260 754 574	84 356 007 242
04.01 Système de santé primaire	70 639 077 461	88 110 513 798	36 989 562 587	21 568 843 966
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	1 522 464 239	2 000 000 000	796 798 162	115 509 001
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	20 431 501 556	29 227 570 731	16 697 152 340	396 070 114
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	11 318 026 632	11 275 671 625	6 089 881 016	24 932 344
04.05 VIH/SIDA	23 275 602 058	11 803 082 290	6 218 537 291	160 046 489
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 752 823 744	38 148 735 592	17 569 061 046	17 740 763 989
05 Eau et Assinissement	48 271 355 026	106 994 286 093	38 311 683 408	18 980 610 416
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	47 478 719 409	96 799 177 376	32 484 171 690	18 831 753 607
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	792 635 617	10 195 108 717	5 827 511 719	148 856 809
06 Energie	113 872 673 583	90 075 910 351	36 738 978 075	89 591 703 547
06.1 Accès à l'électricité	113 872 673 583	90 075 910 351	36 738 978 075	89 591 703 547
07 Routes et ouvrages d'art	329 357 739 737	216 547 905 821	84 981 532 872	244 294 444 382
07.1 Entretien pistes rurales	22 279 511 996	6 630 900 000	2 417 843 265	10 993 680 506
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	9 153 718 115	500 000 000	199 199 540	8 043 411 426
07.3 Autres travaux routiers	297 924 509 626	209 417 005 821	82 364 490 067	225 257 352 450
08 Affaires Sociales	27 217 653 266	39 994 532 153	16 965 605 510	8 972 322 046
08.0 Administration générale	19 269 584 877	21 938 441 269	10 157 842 138	6 306 129 476
08.1 Formations destinées aux femmes	587 604 560	401 984 784	166 202 058	254 174 977
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 922 740 626	3 428 043 587	1 363 013 357	1 023 493 576
08.3 Formation au personnel d'appui	1 617 774 996	1 595 487 340	797 665 553	1 071 541 262
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 819 948 207	12 630 575 173	4 480 882 404	316 982 755
09 Décentralisation	55 042 599 537	65 661 749 836	27 908 757 725	26 519 912 899
09.1 Décentralisation	55 042 599 537	65 661 749 836	27 908 757 725	26 519 912 899
10 Reconstructions et réhabilitations	12 700 000 000	9 637 077 907	3 839 402 980	3 279 952 211
10.1 Reconstruction et réhabilitation		453 375 200	180 624 263	
10.2 Habitat et logements sociaux	12 700 000 000	9 183 702 707	3 658 778 717	3 279 952 211
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	4 258 604 006	21 104 760 966	8 559 069 220	1 505 750 638
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 590 313 221	18 696 346 487	7 393 397 986	977 402 124
11.2 Appui et suivi DSRP	84 698 598	1 500 000 000	804 104 374	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 583 592 187	908 414 479	361 566 859	528 348 514
TOTAL	2 109 639 633 602	2 290 793 509 046	1 010 055 097 078	1 122 002 295 015

Source: SIGFiP-DGBF